



COMPTE RENDU DU CDAS DU 30 MARS 2021

Ce premier CDAS de 2021 est également le 1^{er} sous la présidence de Mme GONTARD. Il s'est tenu en visioconférence.

A l'ouverture de la séance, la CGT Finances a lu la déclaration liminaire suivante :

« Déjà un an que la France vit au rythme de la crise sanitaire et des décisions plus que contestables du Président Macron et de son gouvernement.

Un an déjà que certains découvraient l'importance et le rôle irremplaçable des services publics... Pourtant, un an plus tard se sont bien les mêmes services publics tant loués qui continuent à être sacrifiés sur l'autel du libéralisme. Ils sont qualifiés de trop coûteux, et doivent laisser place à une marchandisation des services, donnant ainsi des perspectives de profits pour quelques un. Notre ministère n'échappe pas à cette logique, néolibérale, les missions sont fusionnées, transférées, supprimées. Tout au long de la crise, la CGT a demandé une suspension des réformes néfastes pour les services et les personnels. Bercy a systématiquement refusé.



Les politiques ministérielles d'action sociale ne sont pas épargnées. Plusieurs chantiers ont été mis en route, en dépit de l'opposition quasi unanime des personnels par la voix de leurs représentants et des organisations syndicales contre ce qu'il faut bien appeler le plan de destruction de l'action sociale. Innovation et rénovation derrière ces deux mots employés par le secrétariat général se cachent la mise à mort de l'Action Sociale, cette Action Sociale gagnée de hautes luttes par les agents du ministère de 1989 à nos jours !

Le budget réduit consacré à l'action sociale est l'illustration que les personnels ne sont pas au cœur des préoccupations et des choix actuellement effectués par le Ministère : - Destruction programmée du réseau des délégations d'action sociale pour privilégier une structure régionale, avant tout comptable. - Destruction de la politique sociale au travers de la remise en question du fonctionnement des associations ALPAF, EPAF et AGRAF. - baisse de la subvention à ALPAF au motif que les prêts s'autofinancent alors que d'autres prestations



pourraient être mises en œuvre et dans des conditions plus favorables (aide au logement d'un enfant étudiant) et que le besoin de logements persiste. - Vente des résidences EPAF au motif qu'elles ne correspondraient plus aux désirs des agents, dans un marché immobilier en berne dans le secteur du tourisme. Un rappel s'impose concernant EPAF. Cette association loi de 1901 sous l'égide du Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, met en œuvre des prestations de vacances à destination de tous les agents du Ministère. Elle offre depuis 1956 des vacances aux agents actifs et retraités à des tarifs

sociaux dans des résidences mises à sa disposition par le ministère. Elle emploie à ce titre 155 salariés de droit privé et environ 30 fonctionnaires, ceci sur tout le territoire. EPAF a développé toutes ces années un grand savoir-faire et de hautes compétences unanimement reconnues par les partenaires du tourisme social. Le Ministère a pris la décision, sans concertation ni avec les organisations syndicales, ni avec EPAF, de céder l'ensemble des résidences et l'activité à un repreneur du tourisme. C'est un coup porté à notre action sociale,

c'est un mépris marqué envers tous les agents et envers les salariés d'EPAF dont le ministère n'a que faire. Le gouvernement qui affirme mettre tous les moyens en œuvre pour éviter des licenciements et des fermetures d'entreprises « quoi qu'il en coûte » ose mettre en place un plan social au sein du MEFR.

Pourtant, dans un contexte économique de baisse du pouvoir d'achat, de blocage du point d'indice depuis plus de 10 ans, de réduction des plans de promotion, de crise sanitaire les agents ont et auront de plus en plus recours à l'Action Sociale. Si le secrétariat général assène à chaque réunion que la régionalisation est une nécessité, la CGT martèle dans les instances mais aussi auprès de l'ensemble de nos collègues, son opposition à la régionalisation. L'Yonne avec le départ de la Déléguée de l'Action Sociale va être impactée par cette régionalisation.

La CGT Finances 89 propose que soit soumis au vote les vœux suivants :

- > Le remplacement de la déléguée de l'Action Sociale de l'Yonne.*
- > La réintégration au budget du CDAS de la réserve des 6%. Le budget serait donc de 19 517 € pour 2021.*
- > L'augmentation de la valeur faciale du titre restaurant avec une augmentation significative de la part patronale.*

La CGT revendique une Action Sociale de proximité avec une délégation départementale et de qualité avec des moyens humains et financiers. »

Pour la Présidente, les mots employés dans notre liminaire « mise à mort de l'action sociale » sont trop forts et nous n'en sommes pas encore là. Pourtant, la CGT Finances le rappelle, les mots ne font que refléter la réalité. L'inquiétude est d'autant plus forte que dans le département de la Côte d'Or il n'y a déjà plus de délégué de l'Action Sociale.



APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 08.12.2020

Le procès-verbal a été approuvé à l'unanimité.

RAPPORT D'ACTIVITE DE LA DELEGATION POUR 2020

Il est difficile de faire un bilan de 2020 du fait de la crise sanitaire.

En 2020, le crédit d'action locale (CAL) pour notre département était de 20 541 € sur lequel une réserve de 6 % a été appliquée.

Les bénéficiaires de l'action sociale sont composés de :

- ✓ 496 actifs contre 520 en 2019
- ✓ 857 retraités contre 850 en 2019
- ✓ 331 enfants contre 343 en 2019

Le seul restaurant conventionné concerne les agents de la trésorerie Auxerre Établissements Hospitalier (ces derniers ne bénéficient pas de la carte Apétiz). En 2020, le nombre de repas servis pour ce restaurant est de 553 (contre 2 045 en 2019). La baisse s'explique d'une part par la tarification au plateau mais aussi à la crise Covid avec le télétravail.

Depuis 2020, on ne parle plus de coins repas agréés mais d'espace repas. Le Secrétariat Général apporte son concours technique et financier à l'aménagement et à l'équipement des espaces de restauration. La demande doit être faite par le chef de service, la délégation de l'action sociale recueille les demandes et analyse les besoins en tenant compte des possibilités.

Le nombre de titres restaurant distribués a été de 70 256 (contre 79 853 en 2019).

Concernant les aides et prêts au logement, sur 30 dossiers reçus, 27 ont été accordés. Aucune explication ne nous a été donnée sur les 3 dossiers rejetés.



Du fait de la crise sanitaire, aucune statistique n'a été fournie sur l'évolution des bénéficiaires de « vacances familles ». De même aucun départ en colonie de vacances en 2020.

La prestation « carte e-cado » de Natixis n'est pas satisfaisante. Ainsi pour la tranche d'âge 17 ans, 40 % des bénéficiaires n'ont pas encore utilisé cette carte alors qu'elle n'est valable qu'un an.

NOTE D'ORIENTATION 2021

Si pour le Secrétariat Général le chantier de rénovation de l'action sociale constitue un enjeu majeur pour améliorer la qualité des prestations et leur adaptation aux besoins des agents, pour la CGT Finances c'est bel et bien la mort annoncée de l'action sociale.

A la demande de la CGT Finances, deux vœux sont émis et soumis à vote :

- Le remplacement de la déléguée de l'action sociale de l'Yonne
- La réintégration au budget du CDAS de la réserve de 6 %

Les organisations syndicales ont voté pour ces deux vœux à l'unanimité.

BUDGET D'INITIATIVES LOCALES

Le budget 2021 est de 19 514 € avec mise en réserve de 6 %.

Lors du groupe de travail du 23 février 2021, la CGT Finances 89 ainsi que les autres OS ont réaffirmé le choix d'un arbre de Noël traditionnel avec spectacle, goûters, etc...). Ce dernier pourrait se tenir le 1^{er} décembre 2021 dans les salons de l'Hôtel de Ville de Joigny. Cependant, un contact sera également pris avec la municipalité de Migennes pour connaître les tarifs de location de la salle Jacques Brel.

Une sortie à Nigloland pourrait également être proposée ainsi qu'un repas pour les retraités.

La prestation « amitié finances », les consultations psychologues et avocats et les bons rentrées scolaires sont maintenus.

POINT SUR LE CHANTIER DE L'ACTION SOCIALE

Pour la CGT Finances, tout a été dit dans notre déclaration liminaire.

Nous avons rappelé notre ferme opposition à la régionalisation de l'action sociale.

QUESTIONS DIVERSES

La situation d'EPAF est très difficile en partie du fait de la crise sanitaire.

La CGT Finances ainsi que les autres OS ont rappelé leur opposition à la vente des résidences EPAF avec une gestion par un prestataire privé.

Une nouvelle fois, à la demande de la CGT Finances, un vœu est émis pour l'augmentation de la valeur faciale du titre restaurant à 9 euros et une participation de l'employeur à hauteur de 65 %. L'ensemble des organisations syndicales a voté pour cette proposition.

Vos représentants au CDAS de l'Yonne :

Nathalie ARNASSAND (DDFIP)

Didier BOURIGAULT (Douane)

Valérie HENAULT (DDFIP)

Charlotte PONCET (Douane)

Bulletin d'adhésion

Syndicat national CGT Finances Publiques

NOM :

Prénom :

Date de naissance : .. / .. /

Catégorie : Grade : Échelon :

Filière fiscale Filière publique :

Adresse administrative :

Adresse pour l'envoi de la presse :

Adresse administrative

Adresse personnelle (préciser) :

Tél. :

Mel :

Date : .. / .. / Signature :

